

Septembre 2012



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

CONFERENCE

Trente-huitième session

Rome, 15-22 juin 2013

**Rapport de la trente et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie
et le Pacifique (Hanoï [Viet Nam], 12-16 mars 2012)**

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mf592f

RAPPORT

Hanoï
Viet Nam
12-16 Mars
2012

Trente et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique



États Membres de la FAO dans la région Asie

Afghanistan	Kazakhstan	République démocratique populaire lao
Bangladesh	Malaisie	République populaire démocratique de Corée
Bhoutan	Maldives	Sri Lanka
Cambodge	Mongolie	Thaïlande
Chine	Myanmar	Timor-Leste
Fédération de Russie	Népal	Viet Nam
Inde	Ouzbékistan	
Indonésie	Pakistan	
Iran (République islamique d')	Philippines	
Japon	République de Corée	

États Membres de la FAO dans la région Pacifique Sud-Ouest

Australie	Îles Salomon	Palaos
États-Unis d'Amérique	Kiribati	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Fidji	Micronésie (États fédérés de)	Samoa
France	Nauru	Tonga
Îles Cook	Nioué	Tuvalu
Îles Marshall	Nouvelle-Zélande	Vanuatu

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Première	- Bangalore (Inde), 27 juillet – 5 août 1953
Deuxième	- Kandy (Ceylan), 20-25 juin 1955
Troisième	- Bandung (Indonésie), 8-18 octobre 1956
Quatrième	- Tokyo (Japon), 6-16 octobre 1958
Cinquième	- Saïgon (République du Viet Nam), 21-30 novembre 1960
Sixième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 15-29 septembre 1962
Septième	- Manille (Philippines), 7-21 novembre 1964
Huitième	- Séoul (République de Corée), 15-24 septembre 1966
Neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 4-15 novembre 1968
Dixième	- Canberra (Australie), 27 août – 8 septembre 1970
Onzième	- New Delhi (Inde), 17-27 octobre 1972
Douzième	- Tokyo (Japon), 17-27 septembre 1974
Treizième	- Manille (Philippines), 5-13 août 1976
Quatorzième	- Kuala Lumpur (Malaisie), 25 juillet – 3 août 1978
Quinzième	- New Delhi (Inde), 5-13 mars 1980
Seizième	- Djakarta (Indonésie), 1-11 juin 1982
Dix-septième	- Islamabad (Pakistan), 24 avril – 3 mai 1984
Dix-huitième	- Rome (Italie), 8-17 juillet 1986
Dix-neuvième	- Bangkok (Thaïlande), 11-15 juillet 1988
Vingtième	- Beijing (Chine), 23-27 avril 1990
Vingt et unième	- New Delhi (Inde), 10-14 février 1992
Vingt-deuxième	- Manille (Philippines), 3-7 octobre 1994
Vingt-troisième	- Apia (Samoa occidentale), 14-18 mai 1996
Vingt-quatrième	- Yangon (Myanmar), 20-24 avril 1998
Vingt-cinquième	- Yokohama (Japon), 28 août-1 septembre 2000
Vingt-sixième	- Katmandou (Népal), 13-15 mai 2002
Vingt-septième	- Beijing (Chine), 17-21 mai 2004
Vingt-huitième	- Jakarta (Indonésie), 15-19 mai 2006
Vingt-neuvième	- Bangkok, Thaïlande, 26-31 mars 2009
Trentième	- Gyeongju (République de Corée), 27 septembre – 1 ^{er} octobre 2010

RAPPORT

Hanoï
Viet Nam
12-16 Mars
2012

Trente et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

**Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture**

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou d'autres fins commerciales, y compris pour fins didactiques, pourrait engendrer des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS.....	i-ii
I. Introduction	Paragraphes
Organisation de la Conférence.....	1-2
Cérémonies d'ouverture.....	3-4
Élection du Président et du Vice-Président et nomination du Rapporteur...	5-7
Adoption de l'ordre du jour et du calendrier.....	8
Déclaration du Président de la trentième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique.....	9
Déclaration du Directeur général.....	10
Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO.....	11
Déclaration du Président du CSA sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et point sur la réforme du CSA.....	12
II. Questions liées aux politiques régionales et mondiales et à la réglementation	
A. Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux.....	13-14
B. Rapport et consultation sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et sur les actions complémentaires aux échelons régional et national.....	15-20
C. Intensification et diversification durables des cultures et de l'agriculture dans l'optique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	21-24
D. Petits exploitants agricoles: développer les chaînes de valeur et réduire les pertes après récolte.....	25-31
E. Table ronde sur les politiques visant à remédier à l'instabilité des prix des produits alimentaires.....	32
III. Questions relatives au Programme et au budget.....	
A. Rapport sur les activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique au cours de l'exercice biennal 2010-2011 (y compris la mise en application des priorités et des recommandations des cinq commissions techniques régionales) et suites données aux principales recommandations de la trentième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique.....	33-36
B. Programme de travail et budget 2012-2013 et domaines d'action prioritaires pour la région Asie et Pacifique au cours de l'exercice biennal 2014-2015.....	37-47
C. Décentralisation.....	48-52
D. Définition des besoins prioritaires aux niveaux national et régional	53-58

IV. Autres questions

A. Programme de travail pluriannuel 2012-2015 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique 59-60

B. Conclusion.....

Date et lieu de la trente-deuxième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique..... 61

Adoption du rapport..... 62

Clôture de la Conférence..... 63-64

Pages

Annexes

A. Ordre du jour..... 9

B. Liste des documents..... 10

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

QUESTIONS APPELLANT L'ATTENTION DU CONSEIL

À sa trente et unième session, la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique:

- a réaffirmé la pertinence du Cadre de priorités régionales de la FAO pour l'Asie et le Pacifique et le ciblage actuel des activités de l'Organisation dans la région;
- a accueilli favorablement le processus de réflexion stratégique lancé par le Directeur général;
- a insisté sur le fait que la FAO devait concentrer son action sur les grands défis qui correspondent aux domaines dans lesquels l'Organisation dispose d'un avantage et demandé à la FAO de se consacrer plus particulièrement à la diffusion des connaissances par le biais de l'assistance technique, à la mise en commun d'informations, aux conseils en matière de politiques, à l'établissement de normes, à la planification des investissements, au renforcement des capacités et à la facilitation de la coopération Sud-Sud;
- a insisté sur les défis nouveaux et d'apparition récente liés aux effets néfastes du changement climatique et aux catastrophes naturelles qui dévastent régulièrement la région et demandé l'appui de la FAO pour faire face à ces défis;
- a mis en avant les besoins propres à la région en ce qui concerne l'accroissement de la production et de la productivité (y compris pour le riz, principal aliment de base de la région), la promotion de la mise en commun des connaissances agricoles et du transfert de technologie, le renforcement de la compétitivité des petits exploitants agricoles, l'harmonisation des politiques en matière de sécurité alimentaire et de développement des bioénergies, la protection contre les ennemis des plantes et les maladies animales transfrontalières et un accès plus aisé aux marchés alimentaires;
- est convenue que les recommandations des cinq commissions techniques régionales pouvaient être considérées comme des priorités régionales pour les sous-secteurs relevant de leurs compétences, et a encouragé la FAO à tisser des liens plus étroits entre les commissions régionales techniques et les grands comités dont elles relèvent, ainsi qu'avec d'autres organismes régionaux et mondiaux œuvrant dans les mêmes domaines;
- a approuvé les propositions tendant à l'instauration d'un réseau de bureaux plus décentralisé, dans lequel les pays joueraient un rôle moteur et les représentants régionaux et les représentants de pays se verraient confier des responsabilités accrues, et notamment les suggestions visant à adopter une approche intégrée de l'exécution des programmes ayant trait aux activités de secours d'urgence;
- a demandé que le dialogue et l'information soient renforcés à mesure que progressera le processus de décentralisation;
- a réaffirmé la nécessité pour la FAO d'allouer à la région Asie et Pacifique une part accrue des ressources financières, à la mesure des défis à relever, en matière de sécurité alimentaire, dans une région qui abrite près des deux tiers de la population mondiale touchée par la faim;
- a proposé de tenir sa prochaine session en Mongolie, en 2014.

QUESTIONS APPELLANT L'ATTENTION DE LA CONFÉRENCE

À sa trente et unième session, la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique:

- a fait sienne la recommandation relative à l'élaboration d'un Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition et recommandé que les perspectives régionales soient pleinement prises en compte dans les prochaines versions du Cadre;
- a demandé à la FAO de faciliter la mise au point de systèmes de cartographie des actions en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de sorte que les politiques et les programmes des pouvoirs publics et des partenaires du développement soient mieux coordonnés et plus harmonisés;
- a souligné que la FAO devait aider les États Membres à relever les défis majeurs que sont l'accroissement de la productivité agricole, la gestion des ressources naturelles et l'adoption de mesures efficaces face à l'instabilité des prix des denrées alimentaires;
- a demandé à la FAO d'aider les États Membres à élaborer, renforcer ou améliorer les programmes et activités dans les domaines suivants: recherche et vulgarisation agricoles; statistiques ventilées par sexe; services d'information sur les marchés; gouvernance et réglementation du secteur de l'élevage; normes en matière de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments; gestion durable des forêts, de la pêche et des ressources en eau; commerce des produits alimentaires transparent, ouvert et efficace; filets de sécurité d'un bon rapport coût/efficacité à l'intention des plus vulnérables; et adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets;
- a reconnu qu'il fallait être plus attentif dans les États Membres à l'appui en faveur d'une intensification agricole et d'une diversification des cultures qui soient durables, notamment aux besoins des petits pays insulaires en développement, et a demandé à la FAO de prêter assistance aux États Membres en assurant l'élaboration participative d'analyses stratégiques, en contribuant à la production de connaissances, en œuvrant au renforcement des capacités, en promouvant le transfert de technologies et de matériel génétique et en facilitant la coopération mondiale et régionale;
- a reconnu qu'il importait de réduire les pertes après récolte et de développer la chaîne de valeur, a exhorté les États Membres à mettre en œuvre des réformes de nature à favoriser les activités commerciales, et demandé à la FAO d'apporter une aide en vue du développement des chaînes de valeur et de la réduction des pertes après récolte, notamment en fournissant de la documentation et en proposant des modèles qui ont donné des résultats.

I. Introduction

Organisation de la Conférence

1. La trente et unième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue du 12 au 16 mars 2012 à Hanoï (Viet Nam). Elle s'est organisée en deux parties: une réunion des hauts fonctionnaires du 12 au 14 mars et une réunion ministérielle les 15 et 16 mars.
2. Des représentants de 39 États Membres y ont participé. Des observateurs de deux États membres de l'ONU, de 18 organisations internationales non gouvernementales et de six organisations intergouvernementales étaient présents. Des représentants de dix autres organisations du système des Nations Unies y ont également assisté.

Cérémonies d'ouverture

3. La Réunion des hauts fonctionnaires s'est ouverte avec les déclarations de M. Hiroyuki Konuma, Sous-Directeur général/Représentant régional de la FAO, et M. Cao Duc Phat, Ministre de l'agriculture et du développement rural du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam. M. Konuma a remercié le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam pour les excellents moyens mis à disposition pour accueillir la réunion, a présenté les principaux problèmes auxquels la région était confrontée dans sa lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et a fait le point sur l'organisation de la Conférence. M. Cao Duc Phat a souhaité aux délégués et aux participants la bienvenue à Hanoï et a déclaré officiellement ouverte la Réunion des hauts fonctionnaires.
4. La cérémonie d'ouverture de la Réunion ministérielle s'est tenue le 15 mars. M. Nguyen Tan Dung, Premier ministre de la République socialiste du Viet Nam, a prononcé l'allocution d'ouverture. Il a souligné les progrès remarquables réalisés par le Viet Nam, qui est passé du statut de pays à déficit vivrier à celui de pays à excédent vivrier et de grand exportateur de produits agricoles, halieutiques et forestiers. Il a également souligné l'importance de la collaboration et des partenariats pour améliorer la sécurité alimentaire dans la région.

Élection du Président et du Vice-Président et nomination du rapporteur

5. Les délégués ont élu M. Luong The Phiet - Directeur général au Ministère de l'agriculture et du développement rural du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam - Président de la Réunion des hauts fonctionnaires.
6. M. Cao Duc Phat, Ministre de l'agriculture et du développement rural du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, a été élu Président de la Réunion ministérielle.
7. Les délégués ont en outre élu la Mongolie Vice-Présidente et Fidji rapporteur de la Conférence.

Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

8. La Conférence a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'*Annexe A*. On trouvera à l'*Annexe B* la liste des documents soumis à la Conférence.

Déclaration du Président de la trentième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

9. M. Kyu-Yong Suh, Président de la trentième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, a rappelé aux délégués les recommandations issues de la session précédente et a fait le point sur les activités entreprises pour porter ces recommandations à l'attention du Conseil et de la Conférence de la FAO.

Déclaration du Directeur général

10. M. Jose Graziano da Silva, Directeur général de la FAO, s'est adressé à la Conférence régionale en mettant en avant cinq domaines d'action essentiels pour la FAO, en particulier:

l'élimination de la faim, la production vivrière durable, l'équité du système international de production vivrière, la réforme institutionnelle et la décentralisation, et enfin la coopération Sud-Sud.

Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO

11. M. Luc Guyau, Président indépendant du Conseil de la FAO, a prononcé son déclaration devant la Conférence. Il a rendu compte du déroulement du mandat qui lui a été confié, fait le point sur la mise en œuvre de la réforme de la FAO et présenté les perspectives pour l'exercice biennal 2012-2013.

Déclaration du Président du CSA sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et point sur la réforme du CSA

12. M. Yaya Olaniran a fait le point sur les progrès réalisés par le CSA réformé au cours des deux dernières années et leur importance pour les travaux de la Conférence régionale de la FAO.

II. Questions liées aux politiques régionales et mondiales et à la réglementation

A. Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux

13. Les participants se sont félicités des progrès accomplis dans la région en matière de réduction de la sous-alimentation, mais ils ont noté que 62 pour cent de la population mondiale sous-alimentée vivait en Asie, et qu'il faudrait que la production agricole augmente globalement de 60 pour cent d'ici à 2050 pour que la demande accrue sous l'effet de la progression des revenus et de la croissance démographique puisse être satisfaite¹.

14. Les participants ont demandé à la FAO d'aider les États Membres à relever les défis majeurs que constituent l'accroissement de la productivité agricole, la gestion des ressources naturelles et l'adoption de mesures efficaces face à l'instabilité des prix des denrées alimentaires, et notamment à:

- renforcer la recherche agricole et tisser des liens plus étroits entre la recherche et la vulgarisation agricoles en encourageant les partenariats entre les institutions de recherche, les organismes de vulgarisation et d'autres acteurs clés et en augmentant le nombre de femmes agents de vulgarisation;
- élaborer des statistiques mieux ventilées par sexe sur l'agriculture, les pêches et les forêts;
- renforcer les systèmes d'information sur les marchés agricoles, en forgeant notamment des liens plus étroits entre les systèmes mis au point par les organismes régionaux et le Système mondial interinstitutions d'information sur les marchés agricoles (AMIS), dont le siège est à Rome;
- améliorer la gouvernance et la réglementation du secteur de l'élevage afin de faire en sorte que la croissance rapide soit durable, respectueuse de l'environnement et sans danger pour la santé humaine;
- renforcer la capacité de participation à l'élaboration de normes en matière de santé animale et de sécurité sanitaire des aliments afin d'obtenir un meilleur accès aux marchés;
- développer les forêts et les activités forestières pour soutenir les moyens d'existence, créer des revenus, réduire la pauvreté, préserver le patrimoine culturel et les valeurs relatives à l'environnement et à la biodiversité;
- améliorer la gestion de l'eau et la productivité agricole des terres arides;
- mettre au point un cadre d'approche écosystémique pour une pratique de la pêche et de l'aquaculture qui soit durable;
- élaborer des politiques judicieuses favorisant un commerce des produits alimentaires transparent, ouvert et efficace;
- élaborer des filets de sécurité d'un bon rapport coût/efficacité à l'intention des plus vulnérables;

¹ APRC/12/2.

- s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets, en mettant en place des systèmes d'alerte rapide plus efficaces et en élaborant et en diffusant des technologies et des outils améliorés de gestion des risques.

B. Rapport et consultation sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et sur les actions complémentaires aux échelons régional et national

15. Les participants ont examiné les événements récents et les délibérations du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et ont réfléchi aux mesures qu'il convenait de prendre en Asie et dans le Pacifique². Un événement parallèle a été organisé le 13 mars afin de présenter les outils disponibles en matière de cartographie des actions engagées en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau des pays.

16. Les participants se sont félicités de la réussite des consultations engagées sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le cadre de la sécurité alimentaire nationale et ont vivement encouragé leur adoption par le CSA à sa session extraordinaire en mai 2012. Ils ont en outre fait remarquer qu'il importait de lancer un processus de consultations sur des principes pour un investissement agricole responsable qui améliore la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

17. Les participants ont approuvé la recommandation formulée par le CSA à sa trente-septième session, en faveur de l'élaboration d'un Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Les délégués se sont félicités du processus actuel de préparation du Cadre, qui est ouvert à diverses parties prenantes et ils ont reconnu qu'il pourrait contribuer à améliorer la coordination et à orienter une action synchronisée à l'appui des mesures prises à l'échelle des pays, des régions ou du monde, pour prévenir de nouvelles crises alimentaires, éliminer la faim et faire de la sécurité alimentaire et nutritionnelle une réalité pour tous.

18. Les délégués ont pris note des observations et des contributions précieuses apportées à la première version du Cadre stratégique mondial par diverses parties prenantes et ils ont formulé d'autres recommandations en vue d'améliorer le processus et le document. Ils ont recommandé que les perspectives régionales soient pleinement prises en compte dans les prochaines versions et ont invité instamment les parties prenantes à soumettre de nouvelles contributions au moyen des mécanismes disponibles.

19. Les participants ont demandé à la FAO d'œuvrer, en collaboration avec les parties prenantes concernées, à faciliter la mise au point de systèmes de cartographie des actions engagées en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin que les politiques et les programmes des pouvoirs publics et des partenaires du développement soient mieux coordonnés et plus harmonisés. Les participants ont souligné qu'il importait de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des principales décisions concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que les problèmes rencontrés et les réussites enregistrées.

20. Les participants ont encouragé une coordination et un soutien à l'échelle régionale pour la cartographie des mesures prises par les pays en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, sur la base des mécanismes et des institutions en place, notamment le Bureau régional de la FAO.

C. Intensification et diversification durables des cultures et de l'agriculture dans l'optique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

21. Les délégués se sont penchés sur les répercussions d'une demande alimentaire croissante et sur les pressions accrues que celle-ci exerçait sur les ressources naturelles de la région, et ils ont pris acte de l'urgente nécessité d'une intensification et d'une diversification durables des cultures et de l'agriculture³.

² APRC/12/INF/12, APRC/12/INF/13, APRC/12/INF/14 et CFS : 2011/7.

³ APRC/12/3.

22. Ils ont reconnu qu'il fallait être plus attentif dans les États Membres à l'appui en faveur d'une intensification agricole et d'une diversification des cultures durables. Les participants ont demandé à la FAO de prêter assistance aux États Membres en assurant l'élaboration participative d'analyses stratégiques et de lignes directrices sur l'investissement, en contribuant à la production de connaissances, au dialogue et à la diffusion des connaissances, en œuvrant au renforcement des capacités, en promouvant la création de technologie et le transfert de technologie et de matériel génétique et en facilitant la coopération mondiale et régionale en vue de renforcer les actions de sensibilisation, d'alimenter le débat stratégique, de consolider les liens entre recherche et vulgarisation, notamment grâce au Plan d'action mondial pour le développement durable du secteur de l'élevage.

23. Les participants ont également reconnu que les petits pays insulaires en développement avaient des besoins particuliers s'agissant de résoudre leurs problèmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, parce qu'ils étaient fortement exposés aux catastrophes naturelles, aux changements climatiques récents et aux menaces posées par les espèces envahissantes, que leurs écosystèmes marin et terrestre étaient fragiles, que l'eau douce y était rare et que les coûts de transport y étaient élevés. Le rôle important de la noix de coco dans les petits pays insulaires en développement a été particulièrement mis en avant.

24. Les participants ont attiré l'attention sur les défis à relever en parallèle des efforts déployés au service d'une intensification durable, dont la nécessité d'appuyer la législation et les garanties relatives à la propriété et à l'utilisation des terres, en sorte que les petits agriculteurs demeurent les principaux partenaires et bénéficiaires de ce processus.

D. Petits exploitants agricoles: développer les chaînes de valeur et réduire les pertes après récolte

25. Les participants ont examiné la situation actuelle relative au développement des chaînes de valeur et à la réduction des pertes après récolte, questions qui concernent les petits exploitants de la région⁴.

26. Ils ont noté que, dans la région, les chaînes de valeur modernes coexistaient avec les circuits d'approvisionnement traditionnels. Si les chaînes de valeur modernes relient les petits producteurs aux marchés haut de gamme, notamment les supermarchés, le secteur des services alimentaires et les marchés d'exportation, ce sont les circuits d'approvisionnement traditionnels qui prédominent et qui assurent pour la plus grande part la satisfaction des besoins alimentaires des marchés de masse.

27. Les délégués ont reconnu que les pertes après récolte constituaient un problème majeur pour les petits exploitants de la région et ils ont souligné que la FAO devait apporter son assistance et son soutien aux pays pour réduire ces pertes sur les chaînes d'approvisionnement traditionnelles.

28. Les Membres ont fait observer que le développement des chaînes de valeur pouvait contribuer considérablement à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, et qu'il fallait améliorer l'organisation et la coordination des petits exploitants, grâce à la formation d'alliances qui leur permettraient de profiter des liens avec les marchés.

29. Les participants ont exhorté les États Membres à mettre en œuvre des réformes politiques de nature à favoriser les activités commerciales.

30. Ils ont demandé à la FAO de fournir une assistance pour le développement des chaînes de valeur, notamment en élaborant des stratégies et des programmes, en particulier pour appuyer le secteur de la transformation des produits alimentaires; en harmonisant les normes relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments et en renforçant les cadres juridiques et institutionnels régissant la sécurité sanitaire et la qualité des aliments; et, enfin, en renforçant les capacités techniques et organisationnelles des petits agriculteurs.

31. Les participants ont demandé à la FAO de rassembler et d'analyser les documents concernant les facteurs qui contribuent à un développement réussi des chaînes de valeur et à la réduction des

⁴ APRC/12/4.

perdes après récolte pour les petits exploitants, et de diffuser les informations recueillies à ce sujet afin que puissent être tirés les enseignements des expériences réussies.

E. Table ronde sur les politiques visant à remédier à l'instabilité des prix des produits alimentaires

32. Une table ronde ministérielle sur les politiques visant à remédier à l'instabilité des prix des produits alimentaires s'est tenue le 16 mars⁵.

III. Questions relatives au Programme et au budget

A. Rapport sur les activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique pendant l'exercice biennal 2010-2011 (y compris la mise en application des priorités et des recommandations des cinq commissions techniques régionales) et suite donnée aux principales recommandations de la trentième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

33. M. Hiroyuki Konuma, Sous-Directeur général/Représentant régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, a rendu compte des principales activités menées par la FAO dans la région au cours de l'exercice précédent⁶. Il a en outre souligné combien les commissions techniques régionales, par les rôles qu'elles jouent et les activités qu'elles mènent, contribuaient aux travaux de la FAO dans la région.

34. Les délégués se sont félicités des travaux de la FAO dans la région, tout en soulignant l'importance des domaines suivants:

- lutte intégrée contre les organismes nuisibles;
- écoles pratiques d'agriculture;
- renforcement des statistiques agricoles et de la communication de celles-ci;
- accroissement de la productivité agricole;
- développement durable de l'élevage;
- soutien des petits exploitants et des organisations agricoles.

35. Les participants ont reconnu que les cinq commissions techniques régionales constituaient un mécanisme efficace pour traiter des problèmes techniques subsectoriels spécifiques et sont convenus que les recommandations de ces organes pouvaient être considérées comme des priorités régionales pour les sous-secteurs relevant de leurs compétences. Les délégués ont encouragé la FAO à tisser des liens plus étroits entre les commissions régionales techniques et les grands comités dont elles relèvent, ainsi qu'avec d'autres organismes régionaux et mondiaux œuvrant dans les mêmes domaines.

36. Les participants ont demandé à la FAO d'établir dans les futurs rapports qu'elle présentera à la Conférence, un lien entre les activités et les produits d'une part et, de l'autre, les résultats et les impacts.

B. Programme de travail et budget 2012-2013 et domaines d'action prioritaires pour la région Asie et Pacifique au cours de l'exercice biennal 2014-2015

37. Les participants à la réunion ont examiné les domaines d'action prioritaires de la FAO dans la région Asie et Pacifique pour l'exercice biennal en cours et le suivant, en tenant compte des tendances mondiales et des défis futurs à relever dans les activités de l'Organisation⁷.

38. Ils ont réaffirmé la pertinence du Cadre de priorités régionales de la FAO pour l'Asie et le Pacifique qui a été approuvé par la trentième Conférence régionale et le ciblage actuel des activités de l'Organisation dans la région.

⁵ APRC/12/9.

⁶ APRC/12/5.

⁷ APRC/12/6 et APRC/12/INF/10.

39. Les participants ont accueilli favorablement le vaste processus ouvert de réflexion stratégique qui a été lancé par le Directeur général en janvier 2012 pour fixer les futures orientations et priorités stratégiques de l'Organisation. Ils ont insisté sur le fait qu'il importait d'axer les travaux de la FAO sur les principaux défis que les pays doivent relever, de manière à aboutir à des progrès mesurables par l'emploi efficace et efficient des ressources disponibles sur un nombre limité d'activités, compte tenu de l'avantage comparatif de la FAO.

40. À cet égard, les participants ont réaffirmé la nécessité pour la FAO d'allouer à la région Asie et Pacifique une part accrue des ressources financières, à la mesure des défis à relever, en matière de sécurité alimentaire, dans une région qui abrite près des deux tiers de la population mondiale touchée par la faim.

41. Les délégués ont pris note des tendances observées dans la région: ralentissement de la croissance de la productivité agricole, augmentation et instabilité des prix des produits alimentaires, pressions croissantes sur la terre et l'eau, croissance démographique et urbanisation rapide, et changement climatique et fréquence accrue des catastrophes naturelles. Ils ont demandé que ces tendances soient prises en compte lors de l'examen du Cadre stratégique de la FAO.

42. Les participants ont noté que les grandes tendances mondiales nouvellement observées dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture concordaient avec la situation constatée dans la région, et ils ont mis en avant les besoins ci-après, propres à la région:

- augmentation de la production et de la productivité agricole dans un contexte de ressources naturelles limitées (eau, terres, ressources génétiques, changement climatique) et de hausse des prix de l'énergie;
- encouragement de la production et de la productivité du riz, qui est le principal aliment de base de la région;
- promotion de la mise en commun des connaissances agricoles et du transfert de technologie;
- renforcement de la compétitivité des petits exploitants agricoles;
- promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition;
- harmonisation des politiques en matière de sécurité alimentaire et de développement des bioénergies;
- protection contre les ennemis des plantes et les maladies animales transfrontalières;
- facilitation de l'accès aux marchés, notamment au moyen de la communication d'informations sur les produits de base et de l'élaboration de normes.

43. Les délégués ont accueilli avec satisfaction l'examen en cours des avantages comparatifs et des fonctions essentielles de la FAO, qui devrait permettre de préciser les objectifs stratégiques et de définir les priorités du programme de travail de l'Organisation. Ils ont demandé à la FAO de concentrer son action dans la région sur les services de diffusion des connaissances, sous forme d'assistance technique, de mise en commun d'informations, de conseil en matière de politiques, d'établissement de normes, de planification des investissements, de renforcement des capacités et de facilitation de la coopération Sud-Sud.

44. Les participants ont proposé que la FAO coordonne la mise au point d'une stratégie régionale sur le riz et qu'elle examine la combinaison de compétences techniques au Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, en vue de garantir que celles concernant le riz soient suffisantes.

45. Les participants ont insisté sur l'importance d'achever la formulation des cadres de programmation par pays et de relier clairement les orientations stratégiques, les priorités régionales et nationales et les résultats obtenus au niveau des pays.

46. Les participants ont encouragé le Bureau régional de la FAO à renforcer la collaboration avec d'autres partenaires du développement et organisations régionales pour cerner les possibilités de synergie et accroître l'efficacité d'exécution des programmes dans la région.

47. Les participants ont pris note des préoccupations émanant d'organisations de la société civile, qui avaient du mal à participer pleinement à certains programmes et processus de l'Organisation, en particulier au niveau des pays.

C. Décentralisation

48. Les participants se sont félicités des actions entreprises pour améliorer l'efficacité et l'efficience de la FAO, notant cependant que de nouveaux efforts devraient être consentis, en particulier au niveau des pays⁸. Ils ont souligné la nécessité d'optimiser l'emploi des ressources humaines et financières afin de tenir compte des priorités définies et de contribuer à l'obtention de résultats au niveau des pays. Les participants ont accueilli favorablement les propositions relatives à la décentralisation, qui cadraient avec l'idée d'un réseau de bureaux décentralisés plus souple et plus innovant. Ils ont insisté sur la nécessité de donner la priorité à la mise en œuvre des réformes liées à la décentralisation, lesquelles constituaient un volet important du Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO.

49. Les participants ont approuvé les propositions générales visant à instaurer un réseau de bureaux décentralisés plus souple, en donnant un rôle moteur prépondérant aux bureaux de pays, et en déléguant des responsabilités supplémentaires aux représentants régionaux et aux représentants de la FAO. Ils ont souligné que la décentralisation ne devait pas se faire au détriment des capacités des programmes techniques de la FAO et de la fourniture des biens publics mondiaux, tout en notant que la hiérarchisation et l'efficience de ces programmes pouvaient être considérablement améliorées. Ils ont concédé que les financements supplémentaires nécessaires devraient provenir d'économies et de gains d'efficience, ainsi que de la mise en retrait d'autres activités.

50. Les participants ont approuvé les propositions visant plus spécifiquement la région Asie et Pacifique, qui prévoyaient notamment de:

- conserver les 13 bureaux de pays existants; renforcer les bureaux de pays partout où cela était possible (Mongolie, Timor-Leste et Papouasie-Nouvelle-Guinée, par exemple) et modifier le mandat des bureaux de pays installés dans des États à revenus élevé et intermédiaire, selon les besoins et d'un commun accord;
- renforcer la mobilisation et l'allocation de ressources en faveur de projets de terrain dans les pays bénéficiaires;
- affecter le personnel technique là où la nécessité de compétences techniques de ce personnel se faisait le plus sentir, selon les besoins;
- mettre davantage l'accent sur la coopération Sud-Sud et les partenariats avec d'autres institutions et avec le secteur privé et la société civile;
- accorder toute l'attention voulue à l'emploi des compétences locales, lorsque celles-ci sont disponibles et selon les besoins.

51. Les participants ont demandé que les discussions se poursuivent tout au long du processus de décentralisation et que des informations complémentaires soient fournies sur les points suivants:

- la possibilité d'appliquer le concept de centres techniques dans la région Asie et Pacifique;
- le lieu d'implantation des bureaux sous-nationaux;
- le coût du processus de décentralisation;
- le cadre de contrôle et de responsabilité qui sera mis en place.

52. Les participants ont accepté les suggestions visant à adopter une approche intégrée de l'exécution des programmes dans la région, et ont approuvé les propositions relatives:

- au transfert par phases des pouvoirs aux Représentants de la FAO pour les opérations d'urgence à l'échelle des pays, ainsi qu'au Sous-Directeur général/Représentant régional du Bureau sous-régional pour les îles du Pacifique et au Coordonnateur sous-régional pour les projets d'urgence régionaux et sous-régionaux, respectivement;
- au transfert des pouvoirs généraux relatifs au programme d'urgence de la région au Sous-Directeur général/Représentant régional;
- à des délégations de pouvoirs plus importantes aux bureaux décentralisés, accompagnées de la formation et des mécanismes de surveillance appropriés.

⁸ APRC/12/7 et APRC/12/INF/11.

D. Définition des besoins prioritaires aux niveaux national et régional

53. La Réunion ministérielle de la Conférence, tenue les 15 et 16 mars, a eu lieu en présence des délégations complètes de tous les pays et organisations participants, dont 19 ministres et 8 vice-ministres de l'agriculture. Les ministres et autres délégués de haut niveau ont évoqué les nombreuses difficultés qui devront être surmontées par les pays pour instaurer la sécurité alimentaire pour tous les habitants de la région et ont mis en avant les recommandations de la Réunion des hauts fonctionnaires, qui sont communiquées de façon détaillée dans les parties pertinentes du présent rapport.

54. Les ministres et délégués ont particulièrement insisté sur les défis nouveaux et d'apparition récente liés aux effets néfastes du changement climatique et aux catastrophes naturelles qui dévastent régulièrement la région. Ils ont demandé l'appui de la FAO pour faire face à ces défis.

55. Les ministres et délégués ont souligné la nécessité d'accroître la production et la productivité agricoles et d'encourager un commerce des aliments transparent, ouvert et efficace pour accélérer les progrès en matière d'instauration de la sécurité alimentaire dans la région.

56. Les ministres et délégués ont marqué leur appui au processus de réflexion stratégique mis en place par le Directeur général et aux efforts en cours pour poursuivre la décentralisation, tout en insistant sur l'importance d'axer les travaux de la FAO sur les principaux défis que les pays doivent relever, de manière à aboutir à des progrès mesurables par l'emploi efficace et efficient des ressources disponibles compte tenu des avantages comparatifs de la FAO.

57. Les ministres et délégués ont souligné l'importance d'un renforcement de la collaboration avec les organisations partenaires aux niveaux mondial, national et régional, notamment les institutions de recherche, les institutions multilatérales de développement, les organisations de la société civile, le secteur privé et d'autres organisations internationales et régionales de développement et détentrices de savoirs. La valeur de l'intensification de la coopération Sud-Sud a été particulièrement mise en avant.

58. Tout en reconnaissant que de nombreux problèmes et besoins étaient communs dans la région, les participants ont souligné que les pays qui en faisaient partie devaient faire face à des problèmes divers et qu'ils avaient des besoins variés. À cet égard, ils ont mis l'accent sur l'importance qu'il y avait à élaborer des cadres de programmation par pays solides et ciblés, à l'aide de processus de consultation participatifs, afin de bien identifier les besoins prioritaires et l'assistance correspondante requise.

IV. Autres questions

A. Programme de travail pluriannuel 2012-2015 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

59. Les participants ont examiné le projet de Programme de travail pluriannuel 2012-2015 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique⁹.

60. Ils ont salué les efforts déployés pour élaborer le premier programme de travail pluriannuel encadrant les activités de la Conférence régionale et ont préconisé d'en affiner et d'en poursuivre l'élaboration sur différents points: finalité et fonctions, tâches spécifiquement dévolues à la Conférence régionale pendant la période de référence et ajout d'indicateurs mesurables.

B. Conclusion

Date et lieu de la trente-deuxième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

61. Les participants ont recommandé d'accepter la proposition du Gouvernement mongol, qui a aimablement offert d'accueillir la trente-deuxième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique, qui se tiendra en 2014.

⁹ APRC/12/8.

Adoption du rapport

62. La Conférence a adopté le rapport à l'unanimité, tel qu'il a été présenté par le rapporteur.

Clôture de la Conférence

63. Au nom du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, M. Cao Duc Phat a remercié les participants de leur contribution, qui a permis à la Conférence d'être un succès. Clôture de la Conférence, il a rappelé qu'il fallait redoubler d'effort et collaborer plus étroitement pour lutter contre la faim et assurer un développement rural durable dans la région.

64. Les participants ont remercié le peuple et le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam pour leur chaleureuse hospitalité, ainsi que la FAO pour l'efficacité avec laquelle la Conférence a été préparée et organisée.

ANNEXE A

ORDRE DU JOUR**I. INTRODUCTION**

1. Élection du Président et du Vice-Président et nomination du rapporteur
2. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
3. Déclaration du Directeur général
4. Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
5. Déclaration du Président de la trentième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
6. Déclaration du Président du CSA sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et point sur la réforme du CSA

II. QUESTIONS LIÉES AUX POLITIQUES RÉGIONALES ET MONDIALES

7. Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux
8. Rapport et consultation sur les résultats de la trente-septième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et sur les actions complémentaires aux échelons régional et national
9. Intensification et diversification durables des cultures et de l'agriculture dans l'optique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
10. Petits exploitants agricoles – développer les chaînes de valeur et réduire les pertes après récolte

III. QUESTIONS RELATIVES AU PROGRAMME ET AU BUDGET

11. Activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique au cours de l'exercice biennal 2010-2011 (y compris la mise en application des priorités et des recommandations des cinq commissions techniques régionales) et Programme de travail et budget 2012-2013 et domaines d'action prioritaires pour la région Asie et Pacifique au cours de l'exercice biennal 2014-2015
12. Décentralisation
13. Hiérarchisation des besoins au niveau des pays et de la région

IV. AUTRES QUESTIONS

14. Programme de travail pluriannuel 2012-2015 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
15. Date et lieu de la trente-deuxième Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
16. Questions diverses

Table ronde sur les politiques visant à remédier à l'instabilité des prix des produits alimentaires

ANNEXE B

LISTE DES DOCUMENTS

APRC/12/1	Ordre du jour provisoire annoté
APRC/12/2	Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux
APRC/12/3	Intensification et diversification durables des cultures et de l'agriculture dans l'optique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
APRC/12/4	Petits exploitants agricoles – développer les chaînes de valeur et réduire les pertes après récolte
APRC/12/5	Rapport sur les activités de la FAO dans la région Asie et Pacifique au cours de l'exercice biennal 2010-2011 (y compris la mise en application des priorités et des recommandations des cinq commissions techniques régionales) et suites données aux principales recommandations de la trentième Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
APRC/12/6	Programme de travail et budget 2012-2013 et domaines d'action prioritaires pour la région Asie et Pacifique au cours de l'exercice biennal 2014-2015
APRC/12/7	Décentralisation
APRC/12/8	Programme de travail pluriannuel 2012-2015 de la Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique
APRC/12/9	Table ronde sur les politiques visant à remédier à l'instabilité des prix des produits alimentaires

SÉRIE INF

APRC/12/INF/1	Calendrier provisoire
APRC/12/INF/2	Liste provisoire des documents
APRC/12/INF/3	Note d'information
APRC/12/INF/4	Déclaration du Directeur général
APRC/12/INF/5	Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
APRC/12/INF/6	Déclaration du Président de la trentième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique
APRC/12/INF/7	Plan régional de mise en œuvre de la Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques agricoles et rurales
APRC/12/INF/8	Résumé des recommandations des commissions techniques régionales: l'importance des commissions techniques régionales pour les activités de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique et leur rôle en tant que mécanismes régionaux chargés de définir les priorités sous-sectorielles
APRC/12/INF/9	Développement des bioénergies et politiques de sécurité alimentaire
APRC/12/INF/10	Tendances mondiales et futurs défis à relever par l'Organisation
APRC/12/INF/11	Renouveau de la FAO – Transition vers une approche plus dynamique en 2012
APRC/12/INF/12	Comité de la sécurité alimentaire mondiale: le CSA aux Conférences

	régionales de la FAO en 2012 - Directives
APRC/12/INF/13	Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition Première version
APRC/12/INF/14	Le point sur le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)
CFS:2011/7	Cartographie des actions en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition au niveau des pays

PROGRAMMES DES SÉANCES

APRC/12/OD/1	Programme des séances
APRC/12/OD/2	Programme des séances
APRC/12/OD/3	Programme des séances
APRC/12/OD/4	Programme des séances
APRC/12/OD/5	Programme des séances

DOCUMENTS PUBLIÉS SUR LE WEB

Liste des participants et observateurs

Allocution d'ouverture prononcée par M. Nguyen Tan Dzung, Premier ministre du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam

Déclaration du Président de la trentième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

Déclaration du Directeur général

Déclaration du Président indépendant du Conseil

Déclaration du Président du CSA à la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique

Table ronde sur les politiques visant à remédier à l'instabilité des prix des produits alimentaires

Déclaration des organisations de la société civile à la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique